



Nicolas Sarkozy mise sur son amitié avec Israël

LE MONDE | 21.06.08 | 14h30 • Mis à jour le 21.06.08 | 14h31

Nicolas Sarkozy devait arriver, dimanche 22 juin, en Israël pour une visite d'Etat de trois jours, axée sur l'affichage de l'amitié qu'il professe pour l'Etat juif, qu'il a décrit un jour, devant le premier ministre Ehoud Olmert, comme *"le miracle du XX^e siècle"*. *"Le peuple israélien doit savoir qu'il pourra toujours compter sur la France dès lors que sa survie ou sa sécurité seraient menacées"*, a-t-il déclaré aux journaux israéliens *Yedioth* et *Maariv*.

M. Sarkozy veut toutefois marquer un *"renouveau"* dans la relation bilatérale. Sur la question de la création d'un Etat palestinien, il pense être bien plus écouté par les dirigeants israéliens que son prédécesseur, Jacques Chirac. *"Ce qui a changé, affirme-t-il, c'est qu'Israël est mieux disposé à entendre ce que la France peut lui dire."* Même si, à l'Elysée, la circonspection est de mise. *"Le processus de paix ne se porte pas bien"*, constate-t-on.

La visite de M. Sarkozy intervient juste avant le début de la présidence française de l'Union européenne (UE), le 1^{er} juillet, qui confère à la France un rôle au sein du Quartet (UE, Etats-Unis, ONU et Russie). Elle a aussi lieu à trois semaines du sommet de l'Union pour la Méditerranée, prévu le 13 juillet à Paris. A cette occasion, le président français entend rassembler de nombreux dirigeants arabes, dont le président syrien, Bachar Al-Assad, et le premier ministre israélien, Ehoud Olmert.

Le sentiment français est qu'il y a là une chance à saisir pour rehausser le rôle de l'Europe - en particulier de la France - au Proche et au Moyen-Orient, alors que l'influence de l'administration Bush, en fin de mandat, s'est érodée. Paris pense qu'il est opportun d'appuyer ce qui semble se dessiner dans la région : apaisement au Liban avec l'élection d'un président en mai, discussions indirectes entre Israël et la Syrie, trêve avec le Hamas à Gaza. Autant de *"lueurs d'espoirs"*, dit-on, prudemment, à l'Elysée. Ce mois-ci, à Beyrouth, M. Sarkozy a marqué son soutien à l'accord politique inter-libanais conclu à Doha le 21 mai. Il a dépêché, le 15 juin, deux émissaires auprès du président Assad à Damas.

La visite en Israël aura comme temps fort un discours de M. Sarkozy, lundi, devant la Knesset. La dernière fois qu'un président français a eu la possibilité de s'exprimer ainsi devant le Parlement israélien remonte à 1982, lors de la visite de François Mitterrand.

M. Sarkozy entend notamment, lors des entretiens avec son homologue israélien Shimon Pérès et le premier ministre Ehoud Olmert, soulever le problème de la poursuite de nouvelles constructions de colonies dans les territoires palestiniens, considérée à Paris comme *"un obstacle au processus de paix"*. Ce message fait écho à celui délivré récemment par la secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice.

M. Sarkozy est très apprécié des dirigeants israéliens pour la ligne ferme qu'il a adoptée face au programme nucléaire de l'Iran. La France, aux côtés du Royaume-Uni, a poussé au sein de l'UE pour que des sanctions financières, distinctes de celles prises par l'ONU contre Téhéran, soient adoptées - elles pourraient l'être très prochainement, indiquent des diplomates. M. Sarkozy estime que les sanctions constituent la seule solution pour éviter - comme le rappelait vendredi l'Elysée - de se retrouver *"face à l'alternative catastrophique : la bombe iranienne, ou le bombardement de l'Iran"*.

Le volet palestinien du déplacement de M. Sarkozy dans la région frappe cependant par sa relative discrétion. Son voyage ne comporte pas d'étape à Ramallah, le siège de l'Autorité palestinienne. C'est à Bethléem qu'il doit déjeuner, le 24 juin, avec le président palestinien Mahmoud Abbas. Cette ville a été choisie, explique-t-on à l'Elysée, pour *"des raisons pratiques"* et pour saluer la création d'un *"parc industriel franco-palestinien"*. Le geste de déposer une gerbe sur la tombe de Yasser Arafat, à Ramallah, a été confié à la ministre de l'intérieur, Michèle Alliot-Marie. Aucune visite n'a été prévue dans la vieille ville de Jérusalem pour le couple présidentiel. Carla Bruni -Sarkozy pourrait s'y rendre seule .

A défaut de pouvoir se promener dans le coeur historique de Jérusalem, M. Sarkozy doit se rendre à Abou Gosh, ville chrétienne sur la route de Tel-Aviv où est installée une communauté religieuse

française.

Alors que les dirigeants israéliens parlent en des termes positifs de la possibilité d'une rencontre entre M. Olmert et M. Assad à Paris le 13 juillet, l'entourage de M. Sarkozy semblait, vendredi, vouloir modérer les attentes : *"Nous ne nous attendons pas spécialement à une rencontre directe"* entre les deux dirigeants, commentait-on, tout en admettant que ce serait très valorisant pour la France.

Quant à savoir si la Syrie pourrait être incitée à desserrer son alliance avec l'Iran, à la faveur des discussions indirectes qu'elle mène avec Israël, la réponse était également circonspecte : *"Conclure (d'ores et déjà) qu'elle s'en détache serait aller un peu vite en besogne... Est-ce au bout de la route ? Peut-être. Est-ce que certains le souhaitent ? Sûrement."*

Natalie Nougayrède

DES RELATIONS FLUCTUANTES

NOVEMBRE 1967.

Juste avant le début de la guerre des Six-Jours, Charles de Gaulle décrète un embargo sur les armes.

MARS 1982.

François Mitterrand s'exprime, devant la Knesset, en faveur d'un Etat palestinien.

25 MAI 2003.

Le premier ministre Ariel Sharon refuse de recevoir Dominique de Villepin après sa décision de rencontrer Yasser Arafat.

18 JUILLET 2004.

M. Sharon appelle les juifs de France à immigrer en Israël, en raison d'un *"antisémitisme déchaîné"*.

Article paru dans l'édition du 22.06.08

Le Monde.fr

» A la une
» Le Desk
» Opinions

» Archives
» Forums
» Blogs

» Examens
» Culture
» Economie

» Météo
» Carnet
» Immobilier

» Emploi
» Shopping
» Voyages

» Progr
» Newsl
» RSS

Abonnez-vous au Monde.fr - 6€

visitez Le Monde.fr

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Avertissement légal